

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE: DES PROGRES FRAGILES

La République Centrafricaine (RCA) est soumise à une instabilité politique et une pauvreté chronique qui nécessitent un engagement à long-terme de la part des donateurs internationaux, des Nations Unies et des ONG internationales. Quelques avancées positives ont été effectuées au cours des derniers mois, mais un soutien plus important doit être apporté au gouvernement Centrafricain pour affronter la crise à laquelle la région nord-ouest doit faire face et qui est responsable de déplacements de masse.

Le contexte

Dans la région nord-ouest de la Centrafrique, l'ONU estime à près de 200,000 le nombre de personnes ayant fui leur domicile depuis 2005. La moitié d'entre elles se serait réfugiée dans deux pays frontaliers, le Tchad et le Cameroun. Ces déplacés sont victimes de circonstances à la fois distinctes et inextricablement liées: d'une part la présence d'un conflit de faible intensité entre le gouvernement et les groupes rebelles; de l'autre les activités criminelles perpétrées par les bandes rôdant dans la région. Les motivations des groupes rebelles sont d'ordre politique, tandis que les coupeurs de route – ou *zaraguinas* – s'en prennent aux habitants des villages dans le seul but de s'enrichir. Mais ces problèmes sont liés car les *zaraguinas* profitent de l'anarchie issue du conflit politique.

Seules quelques zones des provinces du nord-ouest sont contrôlées par le gouvernement. Les rebelles et les *zaraguinas* se partagent le reste. Les villageois, contraints de fuir leurs maisons, ne sont en sécurité nulle part : les routes principales sont le lieu de combats entre les rebelles et les forces gouvernementales tandis que les vastes étendues de forêt abritent les coupeurs de route. Refugees International a rencontré des villageois qui ont dû fuir lorsque les troupes gouvernementales ont brûlé leurs maisons. Ils ont ensuite été victimes des attaques des *zaraguinas*. Ces déplacés ont été contraints de se réfugier dans des centres urbains, où l'accès à l'eau et les conditions de vie sont loin d'être adéquats.

Un pas en avant: La retenue des forces armées et l'engagement du Président

Au cours des sept derniers mois, aucun abus majeur n'a été commis par les Forces Armées Centrafricaines (FACA) – y compris par la redoutée Garde présidentielle (GP). Au cours de la dernière année, plusieurs rapports indépendants ont fait état du rôle central joué par les forces gouvernementales dans les incendies et les pillages des villages. Le dernier incident date de mai 2007, lorsque la GP a brûlé plus de 450 maisons dans le village de Ngaoundaye sur la frontière tchadienne. À l'heure actuelle, les FACA sont essentiellement cantonnées dans leurs casernes et n'attaquent pas les villages indistinctement. La retenue dont font preuve les forces armées représente un grand pas en avant vers la stabilité.

Recommandations

1. Le transfert de la majorité du budget d'assistance américain, actuellement consacré au programme *Food For Peace*, vers les programmes de "relèvement" des ONG, notamment pour l'aide au retour des déplacés et le développement des écoles, cliniques, puits d'eau et autres infrastructures dans les zones affectés par le conflit.
2. La mise en place par le BONUCA d'un système plus efficace en matière de rapports d'abus de droits de l'homme, incluant la parution de rapports publics début 2008.
3. L'exigence par les gouvernements donateurs d'un engagement de la part du gouvernement de la RCA quant aux délais de la réforme du secteur de sécurité et à son financement afin que celle-ci ait un impact réel. Les Etats-Unis devraient s'impliquer et financer la construction d'une infrastructure militaire à travers le pays.

Le Président Bozizé s'est rendu à deux reprises dans la région nord-ouest – chose impensable il y a à peine un an. La première visite faisait suite à la mort d'une volontaire humanitaire, tuée accidentellement près de Ngaoundaye. Sur place, Bozizé a pu se rendre compte de la destruction perpétrée par ses propres forces armées et a promis de punir les coupables. À l'occasion de son deuxième déplacement en novembre dernier dans le village de Bocaranga pour célébrer la Journée Mondiale de l'Alimentation, Bozizé a présenté des excuses personnelles pour les abus commis par les forces gouvernementales. Ses paroles n'ont pas laissé les habitants de la région indifférents. Les populations déplacées ainsi que les autres victimes de ce conflit renouvellent leur confiance dans les FACA et les institutions gouvernementales; preuve que la situation a évolué au cours de cette dernière année et que la population est épuisée par ce conflit sans fin.

Un pas en avant : Intensification de l'aide humanitaire

Le Coordinateur Humanitaire des Nations Unies a travaillé sans relâche pour faire connaître le drame de la situation en RCA et ses efforts ont porté leurs fruits. Au cours des douze derniers mois, plusieurs ONG ont fait des évaluations et mis en place des projets dans la région nord-ouest. Entre autres, le Conseil Norvégien pour les Réfugiés a lancé un programme d'éducation au sein des populations déplacées près de Batangafo, prouvant ainsi qu'il est possible d'apporter une aide durable dans un contexte d'urgence. Par ailleurs l'ONU a renforcé sa présence sur le terrain avec l'ouverture d'un bureau à Paoua et projette d'en ouvrir deux autres. Dans l'ensemble, la présence d'ONG internationales et d'agences onusiennes marque un progrès important par rapport à la situation constatée il y a à peine quelques mois.

Tout cela n'aurait pas été possible sans le retour d'organismes donateurs multilatéraux tels que la Commission Européenne et la Banque Mondiale. Les donateurs internationaux se sont engagés à verser \$600 millions sur la période 2008-2010 lors d'une table ronde tenue avec le gouvernement de la RCA à Bruxelles en octobre 2007. Les Etats-Unis devraient s'impliquer financièrement de manière plus conséquente.

Les défis subsistent : La protection des civils

Les dynamiques de déplacement des populations sont complexes et varient selon les zones. On trouve des villages brûlés et abandonnés le long des routes à seulement quelques kilomètres de villages intacts. À certains endroits, les habitants commencent à retourner dans des villages auparavant abandonnés. La plupart des déplacés internes se réfugient dans des habitations temporaires aux abords de leurs champs situés à quelques kilomètres de leurs villages. Mais dans les villes plus grandes telles que Paoua et Bozoum, les villageois ayant quitté la brousse se sont rassemblés par milliers et se fondent dans la population des villes afin d'y vivre en plus grande sécurité.

Dans ce contexte, l'aide humanitaire est difficile à organiser et les dérives possibles sont nombreuses, comme l'importance disproportionnée accordée aux déplacés internes au détriment d'autres pans de la population tout aussi vulnérables; l'inflation calculée du nombre de déplacés; l'impact de la distribution d'aide humanitaire sur les déplacements; les risques de vol et de trafic de nourriture. La plupart des ONG sont conscientes de ces problèmes et s'attèlent à les résoudre lorsqu'ils surviennent, mais l'assistance humanitaire n'est qu'une solution à court-terme face à l'insécurité et au sous-développement qui affectent tous les civils, qu'ils soient déplacés ou non.

En effet, le manque de sécurité reste le principal obstacle au retour des populations déplacées ainsi qu'au développement de la région dans son ensemble. Les rebelles vivent aux crochets de la population et les *zaraguinas* représentent un frein important à l'aide humanitaire, en plus d'être la cause de déplacements de population dans la région. Par ailleurs, les Comités d'Auto-défense – des groupes de villageois mal armés qui tentent de se protéger – sont de plus en plus répandus. Cette recrudescence traduit le désespoir des habitants mais aussi l'incapacité des forces nationales et internationales de remplir leur mandat de protection de la population civile.

Les défis subsistent : A la recherche d'une résolution politique

En fin de compte, la stabilité dans la région nord-ouest est tributaire de la résolution du conflit entre le gouvernement élu et les groupes rebelles. Des négociations sont en cours pour instaurer un dialogue national inclusif. Sachant que le dialogue seul ne pourra résoudre tous les contentieux, celui-ci est néanmoins une étape importante pour assurer la stabilité du pays et le retour des civils déplacés. Cela ne pourra se faire que si l'Etat assume la responsabilité qui lui incombe: celle de protéger ses citoyens. C'est à cette fin que les organismes donateurs se sont engagés à financer une importante réforme du secteur de la sécurité (RSS). Non seulement les forces gouvernementales sont mal équipées mais elles sont également étrangères à tout sens du devoir envers leurs concitoyens. La RSS devra s'attaquer à ces problèmes.

Le Bureau d'Appui des Nations-Unies en Centrafrique est présent en RCA depuis 2000 pour soutenir le dialogue politique et surveiller les abus en matière de droits de l'homme. Malheureusement, le BONUCA a perdu toute légitimité en tant qu'interlocuteur politique et organe principal des droits de l'homme. Les partis de l'opposition ont refusé que le BONUCA

agisse comme médiateur dans le cadre du processus de réconciliation nationale. Qui plus est, la pertinence même de l'institution est remise en question – en privé – par de haut responsables de l'ONU et des ONG. De nombreux civils n'en ont jamais entendu parler. Des changements ont été entrepris, tels que le remaniement de certains postes, mais il faudra beaucoup de travail à François Fall – nommé Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) en octobre 2007 – pour rétablir la légitimité du BONUCA.

Le regain d'attention de la part de la communauté internationale envers la RCA est une bonne nouvelle. C'est l'occasion d'accompagner le gouvernement en place dans une série de réformes économiques essentielles et d'apporter de l'aide à une population trop longtemps négligée. Suite aux efforts de réconciliation du gouvernement et à la volonté exprimée par le public d'instaurer un dialogue entre les partis, la RCA est en période de transition. La communauté internationale doit poursuivre ses efforts pour conforter ces avancées fragiles. Il n'y a pas d'autre alternative pour éviter que l'histoire de la RCA ne se répète et que la population civile ne soit à nouveau victime des conséquences désastreuses du chaos politique.

Patrick Duplat, Advocate, et Louisa Lombard, Consultante, ont évalué la situation dans le nord-ouest de la RCA en décembre 2007.

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE: ELEMENTS CLES SUR LES DEPLACES DU NORD-OUEST

Malgré quelques progrès sur le front politique, le nombre de déplacés dans la région nord-ouest reste élevé, même si certains villageois commencent à rentrer chez eux. Les agences de l'ONU et les ONG doivent élaborer une stratégie portant sur trois axes principaux: la réponse aux besoins humanitaires des populations; la concentration des efforts sur le développement à long-terme; le financement et le suivi des activités menées dans le cadre des réformes du secteur de la sécurité. Le gouvernement américain doit transférer la majeure partie de son budget d'aide, alloué au programme *Food For Peace*, vers les ONG ayant besoin de fonds pour les programmes de "relèvement".

- ❑ Les besoins humanitaires immédiats de la population locale ne doivent pas éclipser la crise de développement. Cette crise est le résultat de plusieurs décennies d'insécurité aux dimensions régionales, politiques et ethniques. L'ONU estime à 100,000 le nombre de déplacés internes dans les trois régions du nord-ouest, mais il est difficile de vérifier l'exactitude de ces chiffres dans le contexte actuel. Les victimes de cette insécurité sont néanmoins des communautés entières – qu'elles soient déplacées ou non. L'insécurité empêche le transport de biens et de personnes dans de bonnes conditions, l'accès aux soins et à l'éducation, le développement des marchés et l'amélioration des conditions de vie. Dans de telles circonstances, les programmes d'aide doivent être conçus de façon à éviter que ne soient automatiquement associés vulnérabilité et déplacement, et faire en sorte que la réponse humanitaire se transforme en un soutien au développement.
- ❑ Cette situation est d'autant plus compliquée que les indicateurs de vulnérabilité conventionnels ne s'appliquent pas toujours. En effet, les cibles des *zaraguinas* sont souvent les membres les plus riches d'une communauté, les propriétaires de bétail et les artisans étant plus susceptibles d'avoir des familles en mesure de payer des rançons importantes. Refugees International a rencontré un mécanicien qui avait dû fuir son village et se réfugier à Paoua après avoir tout perdu aux mains des bandits.
- ❑ Les villageois déplacés souffrent de traumatismes importants. Cachés dans leurs champs parfois situés à des kilomètres de la route, ils fuient au son des moteurs de voitures qui leur rappellent les convois militaires. Le besoin de programmes consacrés à la santé mentale est réel, surtout pour les enfants.
- ❑ La situation dans le village de Kabo dans la région de Nana-Gribizi est particulièrement préoccupante. Presque tous les villages dans un périmètre de 50km au sud-ouest de Kabo ont été abandonnés. Après s'être cachés près de leurs champs, les chefs de village ont décidé de réunir leurs communautés à Kabo pour éviter de tomber entre les mains des *zaraguinas*. A ce jour on compte un peu plus de 3 000 déplacés dans ce site, ce qui constitue de facto le premier camp de déplacés en Centrafrique. Pour les ONG et le HCR, la situation est délicate, car il s'agit pour le moment de ne pas créer de précédent. Ce type de scénario complique fortement le retour des déplacés dans des conditions sécuritaires, entraîne une dépendance envers l'aide humanitaire et utilise des ressources importantes de l'ONU et des ONG.
- ❑ Pour l'observateur externe, les rebelles et les *zaraguinas* sont deux groupes distincts. Mais pas pour les victimes. A l'heure actuelle, les

rebelles de l'*Armée Populaire pour la Restauration de la République et de la Démocratie* (APRD) contrôlent une bonne partie de la région nord-ouest. Mais l'absence de leadership et les divisions internes, ainsi que le fléchissement du soutien de la population locale, ont affaibli l'APRD. Les *zaraguinas*, groupe hétérogène constitué d'ex-combattants et de criminels provenant surtout du Tchad et du Niger, kidnappent et pillent à tout va, et ciblent de plus en plus les convois d'ONG. Si les objectifs des rebelles et des *zaraguinas* diffèrent, les deux groupes vivent aux crochets de la population. Refugees International a rencontré un villageois de cinquante ans qui avait été torturé par l'APRD après avoir été accusé d'aider les FACA. Dans certains villages, la présence de rebelles apporte une sécurité face aux *zaraguinas*, mais elle entraîne aussi des représailles de la part des FACA.

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE: ELEMENTS CLES DE LA SECURITE ET DE LA RECONCILIATION POLITIQUE

La priorité est la même pour tous les déplacés et autres citoyens centrafricains avec lesquels Refugees International s'est entretenus: *siriri*, ou la paix. À l'heure actuelle, les civils ne sont pas protégés par les institutions mandatées pour le faire, qui coexistent en se chevauchant. Le BONUCA doit mettre en place un système plus efficace et systématique en matière de rapports d'abus relatif aux droits de l'homme. Les gouvernements donateurs, les Etats-Unis y compris, doivent aussi apporter leur soutien aux réformes du secteur de la sécurité afin de donner une chance au dialogue politique .

Ces dix dernières années, les acteurs internationaux ont réagi à la situation de conflit en Centrafrique au cas par cas. À force de renouveler les mandats en dépit de la quasi-absence de résultats, certaines institutions sont devenues obsolètes sans que ne soient résolus les problèmes auxquels elles devaient s'atteler. La coordination des diverses initiatives multilatérales est un défi de taille au vu de la redondance des mandats, de l'éloignement des personnes auxquelles les rapports sont destinés et de l'historique parfois terni des institutions dans le pays.

❑ **Les objectifs assignés au BONUCA sont ambigus, mais son impact est jusqu'ici négligeable.**

La désignation d'un nouveau RSSG en octobre 2007 peut être accueillie avec optimisme. Il faut donner à celui-ci le soutien nécessaire puisque son nouveau mandat s'étend jusqu'à décembre 2008. Il existe, cependant, une redondance entre le mandat de BONUCA et celui du Centre pour le Dialogue Humanitaire (CDH), une organisation indépendante basée à Genève à qui l'on a fait appel pour accompagner le processus de dialogue national.

❑ **La section des droits de l'homme de BONUCA fait preuve d'une grande lenteur.** Malgré la formulation de recommandations concrètes suite à la visite du bureau du Haut Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) en mai 2007, aucun progrès n'a été constaté depuis. Par ailleurs le BONUCA n'a mené aucune enquête suite à l'incident de Ngaoundaye en mai 2007, illustrant le manque de volonté de l'institution lorsqu'il s'agit d'affronter le gouvernement. Il

est essentiel qu'un représentant de la communauté internationale fasse le suivi de la situation en matière des droits de l'homme en Centrafrique, et ce avec impartialité et autorité. Si BONUCA ne peut le faire, c'est à l'HCDH que devrait incomber cette tâche.

❑ **La FOMUC – une force multinationale déployée en RCA en décembre 2002 pour soutenir le régime Patassé alors en difficulté – est constituée de 380 soldats provenant du Gabon, de la République du Congo et du Tchad.** Le mandat de la FOMUC a rapidement été révisé suite au coup d'état orchestré par le Président Bozizé quatre mois plus tard. Le budget de €17 millions de la FOMUC est principalement financé par la Commission Européenne et la France. Celles-ci devraient exiger une coopération accrue entre la FOMUC et les forces de l'armée nationale Centrafricaine. Les différents contingents de la FOMUC changent régulièrement de base, et patrouillent sur les principaux axes routiers du pays.

Si les troupes gabonaises et congolaises ne se font pas particulièrement remarquer, les soldats tchadiens ont la réputation – méritée – d’user d’une grande brutalité. Par ailleurs, le mandat de protection de la FOMUC est limité par l’incapacité de ses troupes à affronter les *zaraguinas*.

- ❑ **La FACA, la gendarmerie et la police sont toutes trois présentes dans le nord-ouest et responsables de la sécurité des civils.** La Garde Présidentielle a été retirée de la région nord-ouest au milieu de l’année 2007 par le président Bozizé, qui l’a remplacée par des troupes relativement bien entraînées de la FACA. Ces soldats ont cessé de brûler les villages et de commettre d’autres abus à l’encontre de la population civile. Cependant, ils manquent d’équipement et n’ont pas été payés depuis longtemps. Plus grave encore, ils ne font preuve d’aucune volonté pour protéger leurs concitoyens, allant même jusqu’à refuser d’intervenir lors d’actes criminels. Étant donnée l’absence d’initiative de la part des forces de l’État et de la FOMUC, les *zaraguinas* perpétuent leurs attaques jusqu’aux abords des villes en toute impunité.
- ❑ **Le gouvernement Sudafricain a envoyé 60 soldats** comme garde rapproché du président Bozizé et pour aider à la formation de la GP.
- ❑ **300 soldats français sont actuellement postés en Centrafrique dans le cadre de l’Opération Boali.** Le déploiement de l’EUFOR, une force Européenne de maintien de la paix planifiée au Tchad et en RCA signifie en réalité une transition nominale d’une force française à une force européenne.
- ❑ **Une force de police civile, MINURCAT, viendra compléter ces efforts.** L’EUFOR et MINURCAT agiront seulement dans le nord-est de la RCA car leur raison d’être réside essentiellement dans une dynamique Tchado-Soudanaise. Pourtant leur action dans le nord-est pourrait contribuer à instaurer un climat de stabilité et de sécurité dans la région.

- ❑ **La réforme du secteur de la sécurité en RCA est à l’ordre du jour depuis l’indépendance.** Mais le manque de résultats illustre bien la futilité de ce type d’effort par à-coups. Le programme actuel, qui regroupe tous les secteurs – la FACA, la gendarmerie, la police et le secteur de la justice – laisse espérer que des leçons ont été tirées du passé. Auparavant une initiative essentiellement française, la RSS est à présent un projet auxquels participent plusieurs donateurs tant bilatéraux que multilatéraux. Cette ouverture pourra entraîner une plus grande prise de responsabilité de la part des intervenants et peut-être le financement adéquat pour assurer sa mise en œuvre. Les donateurs se sont engagés à verser \$134.3 millions pour la RSS. Les États-Unis sont peu impliqués dans ces discussions et le financement de leur programme d’entraînement militaire bilatéral est notamment à la baisse.

Les Français continuent de piloter les efforts engagés dans le cadre de la RSS. Il est prévu de définir les priorités de la RSS lors d’un séminaire national qui a déjà été reporté au plus tôt à avril 2008. De tels délais ont des conséquences sérieuses et fragilisent le renouveau d’intérêt manifesté par les donateurs multilatéraux.

- ❑ **Au cours des dix dernières années, pas moins de trois dialogues politiques nationaux ont été entrepris pour aboutir à une réconciliation en RCA.** L’éventuel résultat de cette nouvelle tentative de dialogue ne devrait pas susciter de trop hautes attentes. Nombreux sont ceux qui perçoivent le dialogue comme étant l’option du moindre mal. Néanmoins les déplacés interrogés par Refugees International disent suivre les nouvelles relatives au dialogue avec beaucoup d’intérêt, car celui-ci est pour eux le signe d’une paix éventuelle. Le véritable défi est le suivant: parvenir à un accord qui mènera les différents partis à collaborer tout en évitant d’entériner la rébellion armée comme un moyen de participer aux négociations politiques.

- ❑ **Un soutien devrait être apporté au dialogue prévu en mars ou avril 2008 dans la mesure où celui-ci peut mener à un climat de stabilité propice au développement et à la mise en place de la RSS.** Ce dialogue a pour objectif de résoudre les problèmes militaires et politiques en faisant participer des membres du gouvernement, de la société civile, de l'opposition et des groupes armés. Cependant les désaccords sur le lieu et les éléments des pourparlers ne laissent pas présager un grand espoir de stabilité en RCA. De plus, à l'heure actuelle, les *zaraguinas* constituent la principale menace à la sécurité et opèrent dans un cadre apolitique externe au dialogue. (Malgré tout le Ministre Dieudonné Stanislas M'bangot mène des pourparlers pour explorer les possibilités de rapatriement des bandits). Les attentes exprimées par les populations de la région nord-ouest à l'égard du dialogue sont peut-être trop grandes, mais elles sont bien la preuve qu'il est du devoir d'un gouvernement de garantir la sécurité de ses citoyens.